

Les fondamentaux de la campagne de carême de MISEREOR

Comment voulons-nous, comment allons-nous vivre ?

Les jalons à fixer pour un monde où la faim aura disparu

Uwe Hoering

Une chaîne de restauration rapide bien connue en Allemagne fait de la publicité pour ses hamburgers à grand renfort d'affiches sur lesquelles on peut lire : « Si tu détestes la faim »¹. Ce serait génial si les choses étaient aussi simples. Si la faim n'a plus, chez nous, ce côté effrayant, si elle est une formule vide de sens, ce n'est pas le cas pour des millions d'êtres humains dans le monde qui continuent d'avoir un accès insuffisant à la nourriture nécessaire. Ce scandale de la faim ne peut être combattu avec 2,99 euros. Il demande des changements radicaux dans la manière dont le système alimentaire fonctionne. Et les hamburgers ont ici valeur de symboles.

Demi-mesures dans l'éradication de la faim

D'abord la bonne nouvelle : en décembre 2012, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se fixait le but « d'éradiquer complètement la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition » dans le monde, comme l'a formulé son directeur général, José Graziano da Silva². Jusqu'à cette date, la communauté mondiale voulait se satisfaire d'un objectif beaucoup moins ambitieux. Le premier OMD (objectif du Millénaire pour le développement) que les Nations Unies avaient adopté en 1990 demandait une réduction de moitié du pourcentage de population souffrant de la faim d'ici à 2015.

La mauvaise nouvelle maintenant. Il semble que même cet objectif ne pourra pas être atteint. Utilisant une nouvelle méthode de calcul, le nombre de ceux qui ont faim est passé de 19 % au début des années quatre-vingt-dix à 12 % en 2012 (soit 842 millions de personnes)³. Ce recul, pourtant, n'est pas un véritable succès :

- 80 % de ce recul est à mettre au compte de deux pays, la Chine et le Vietnam. Par contre, dans les 45 pays les plus pauvres, le nombre de personnes ayant faim a augmenté de 25 %.⁴
- Si – à la différence du calcul de la FAO – on partait des besoins réalistes en calories, ce chiffre augmenterait de près de 50 % pour atteindre quelque 1,3 milliard d'êtres humains.
- Un problème supplémentaire apparaît : ces calculs ne prennent en compte que les gens qui ont faim toute l'année. Or nombreux sont ceux qui ont faim par périodes, parce que la récolte est inexistante, parce qu'elle ne peut pas couvrir les besoins de

1 Ce slogan est fondé sur un jeu de mot uniquement possible en allemand. « Wenn Du Hunger hast (avec un « s » = si tu as faim). « Wenn Du Hunger hasst (avec deux « s » = si tu détestes la faim). NDLT.

2 Communiqué de la FAO du 7 décembre 2012, <http://www.fao.org/news/story/en/item/166157/icode/>

3 FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013. Rome, Octobre 2012,

<http://www.fao.org/publications/SOFI/en/>. Pour plus de chiffres détaillés sur l'évolution de la situation, consulter : Welthunger-Index 2013, publié entre autres par Welthungerhilfe, Octobre 2013

4 La magie des chiffres: Y a-t-il vraiment moins de faim dans le monde ? Dossier de documentation présenté à la conférence de presse de Pain pour le monde et FIAN/Allemagne à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation en 2013. Consulter aussi : Framing Hunger. A Response to 'The State of Food Insecurity in the World 2012',

<http://www.foodfirst.org/en/Response+to+FAO's+State+of+Food+Insecurity+2012>

toute l'année ou parce qu'ils n'ont qu'un travail saisonnier. Ce chiffre ne comprend pas non plus tous ceux dont l'alimentation n'est pas équilibrée. En Ouganda, par exemple, où le pourcentage de ceux qui ont faim a diminué de 10% pour atteindre 18,6 % de la population, on estime que la moitié des ménages est en « insécurité alimentaire », qu'un enfant sur trois présente des troubles de la malnutrition comme une croissance réduite et une cécité. Et ce pourcentage est reparti à la hausse ces dernières années.

Si l'on regarde uniquement les statistiques de la faim, notre perception est déformée et nous ne comprenons pas l'importance du défi qui se profile : il ne s'agit pas seulement d'éradiquer les formes les plus graves de la faim, il faut aussi parvenir à la sécurité alimentaire.

Le droit à l'alimentation est depuis longtemps un droit reconnu et nombreux sont les pays qui l'ont inscrit dans leur constitution. Il y a suffisamment de nourriture à l'échelle du monde ; aucun être humain, par conséquent, ne devrait avoir faim ou souffrir de malnutrition. Pourtant, en dehors d'un cadre purement humanitaire, cet effort pour distribuer la nourriture se heurte à une barrière persistante : la pauvreté des petits paysans, des travailleurs occasionnels des villes et des zones rurales, des personnes âgées et des malades qui n'ont pas les moyens de se ravitailler correctement. Leur lopin de terre ne produit pas suffisamment pour couvrir les périodes de soudure ou ils n'ont pas de revenus réguliers suffisants. Même à l'époque où les excédents de produits alimentaires des pays industrialisés inondaient les marchés des pays du Sud, poussant les prix à la baisse, des millions d'êtres humains ne pouvaient pas se payer suffisamment à manger. Et c'était avant l'augmentation dramatique des prix il y a cinq ans.

Les récentes augmentations des prix du blé, du maïs ou du riz ont au moins permis d'alerter l'opinion publique mondiale : elles touchent particulièrement ceux qui ont peu d'argent et qui doivent dépenser la majeure partie de leurs revenus pour se nourrir. Et si l'on en croit les prévisions, il semble que le temps des aliments bon marché soit révolu et qu'il faille se préparer à des augmentations et à de fortes fluctuations de prix dans le futur. La situation est encore aggravée par les anomalies du système alimentaire lui-même. Une part importante de la production agricole se perd entre le champ et l'assiette. Les pertes après récolte – causées par exemple par l'absence de structures de stockage ou un stockage de piètre qualité – réduisent les quantités disponibles pour la consommation alimentaire ; de plus, le gaspillage et la destruction de nourriture dans les supermarchés ou chez les particuliers achèvent de mettre en lumière le scandale d'un système qui est incapable de répondre à ce droit à la nourriture, et ce, en dépit d'une augmentation de production remarquable.

Les nombreuses causes de la faim

La faim et l'insécurité alimentaire ont une multitude de causes : l'abandon de l'agriculture paysanne, le désintérêt pour les régions rurales, l'accaparement des terres, l'agriculture industrielle, le changement climatique, le marché mondial, la spéculation, la surconsommation et le gaspillage⁵.

Il apparaît pourtant de plus en plus clairement que bon nombre de ces causes ont un lien étroit avec la manière dont les denrées alimentaires sont aujourd'hui produites, transformées, distribuées et vendues. Les industries agricoles et alimentaires évoluent depuis longtemps dans un système global, complexe et ramifié qui rassemble producteurs, distributeurs, transformateurs et supermarchés. Ces différents acteurs sont interdépendants et influent les uns sur les autres.

⁵Cf. Article de fond sur la campagne de carême de 2013

D'un côté, ou plutôt, au bas du système, on trouve des millions de petits paysans qui n'ont que peu de terres et de ressources. Si l'on en croit les statistiques, ils produisent aujourd'hui encore au moins la moitié de l'alimentation mondiale, essentiellement pour leur propre consommation ; les excédents sont écoulés à bas prix sur les marchés locaux, à proximité. Ces produits sont généralement des denrées - comme le mil ou le manioc - qui sont adaptées aux besoins, aux habitudes alimentaires et aux conditions climatiques locales. La plupart de ces exploitations familiales n'ont pas la possibilité d'améliorer leurs méthodes de culture et de commercialisation ou de faire face à la surabondance de denrées agricoles importées qui inondent les marchés urbains. Jusqu'à ce jour, ni les gouvernements, ni les industries ni les responsables politiques mondiaux n'ont cherché à soutenir cette forme d'agriculture largement considérée comme improductive et dépassée bien qu'elle n'ait pas encore livré tout son potentiel.

A l'autre extrémité du système, on trouve l'agriculture industrielle. Des monocultures généralement destinées à l'exportation occupent d'immenses surfaces et utilisent des moyens techniques extrêmement sophistiqués. Dans les pays industrialisés et certains pays émergents, l'agriculture industrielle produit des excédents qui dictent les prix sur les marchés mondiaux et évincent les produits de l'agriculture locale.

Ces dernières années, les industries agricoles et alimentaires ont connu des processus de concentration verticale et horizontale. C'est-à-dire qu'un nombre toujours plus réduit de grandes exploitations, de commerçants, de transformateurs, de chaînes de supermarché contrôle une part toujours plus importante de la chaîne de ravitaillement - du champ à l'assiette -, s'appropriant ainsi la plus grande part de la « création de valeur »⁶. Ces groupes ont en main une part importante des terres, du commerce, des semences et d'autres moyens d'exploitation. Et ils exercent une influence considérable sur les stratégies de développement des gouvernements et des organisations internationales dans le domaine agricole.

Depuis quelques années, ils investissent fortement dans les pays du Sud, notamment en Afrique, où ils s'approprient de plus en plus de terres. En Ouganda, des centaines de familles ont dû abandonner leurs terres au profit d'une plantation nouvelle, détenue par une grande entreprise de café allemande. Cet accaparement de terres, auquel on assiste sur tous les continents, augmente les risques de voir l'agriculture paysanne être encore plus marginalisée voire condamnée à disparaître car elle ne fait pas le poids face à la puissance combinée des investisseurs et des Etats.

La faim est un affreux symptôme de ce système alimentaire qui a certes réussi à produire d'importantes quantités de nourriture, jusque-là inconnues, mais qui, dans le même temps, renforce la faim et l'insécurité alimentaire. Ce système se caractérise par un auto-ravitaillement insuffisant des exploitations paysannes comme de pays entiers, par des hausses de prix attisées par la spéculation mais aussi par le fait que le blé et le maïs sont utilisés pour l'alimentation du bétail et pour la production d'agrocarburants, enfin par le manque de pouvoir d'achat des familles pauvres et la concurrence de la part des importations à prix de dumping. La faim s'inscrit dans un large contexte de sous-alimentation et de malnutrition, de conditions de vie et de revenus précaires et d'impuissance des populations rurales, incapables d'influer d'une manière quelconque sur les décisions de politique agricole.

La viande qui compose par exemple le hamburger chez nous et qui est censée calmer notre « faim » entraîne, là où elle est produite, pauvreté et perte de terres et elle attise la faim

⁶Agropoly. Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation. Juin 2011, http://www.ladb.ch/fileadmin/files/documents/Lebensmittelindustrie/DB_Agropoly_5-11_F_def.pdf

structurelle. En Amérique latine, par exemple, on a détruit des forêts, chassé les petits paysans, cultivé le soja plutôt que des denrées alimentaires pour accroître l'élevage bovin et les cultures fourragères. Les immenses plantations n'offrent que peu d'emplois - de plus mal payés -, et l'utilisation de produits chimiques est nocive pour la santé et l'environnement.

Espoirs déçus

Le développement de l'agriculture ne se traduit pas par un recul de la faim

La FAO et avec elle de nombreux gouvernements et organisations internationales de développement ont placé la lutte contre la faim en tête de leurs priorités. Ils prévoient pour cela de redoubler leurs efforts pour promouvoir l'agriculture dans les pays du Sud. De nouveaux programmes tels que le PDDAA⁷, l'AGRA⁸ et la « Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition » des principaux pays industrialisés (G8) ont pour objectif de stimuler le progrès en Afrique – au nom de la lutte contre la faim. Une composante importante de cette politique est de renforcer l'appui aux petits paysans qui représentent encore 70 à 80 pour cent des exploitations paysannes dans bien des pays d'Afrique. Pour cela, ils cherchent à ce que les grands groupes agroalimentaires, les sociétés de distribution et chaînes de supermarché intègrent davantage les petits paysans dans les « chaînes de valeur ajoutée » en leur procurant des intrants comme des semences et des engrais et en leur ouvrant de nouveaux débouchés. Or, seul un tout petit nombre d'entre eux dispose d'assez de terre et de capital pour pouvoir profiter de cette « révolution verte ». La situation n'évolue guère pour la grande majorité des paysans pauvres. Dans le pire des cas, on craint même qu'ils ne perdent encore leur terre au profit des nouveaux investisseurs et qu'ils abandonnent la base de leur sécurité alimentaire.

L'expérience des limites

Les ressources pour l'agriculture (terres fertiles, eau, conditions climatiques adéquates, performances des plantes et possibilités de stockage des engrais phosphatés) sont limitées et, de plus, mal réparties sur la planète. Elles sont même, dans certaines régions, déjà épuisées⁹. Pourtant, elles ne doivent plus seulement produire davantage d'aliments de base ; avec l'émergence du bien-être, ce sont des aliments « de qualité » qui sont recherchés comme des produits laitiers, de la viande et du poisson, sachant néanmoins que cette valeur « ajoutée » ne concerne pas uniquement l'aspect nutritionnel, mais aussi la valeur en termes de profit. En plus, la demande en agrocarburants, en fourrage et en matières premières industrielles comme le coton ou le caoutchouc est en augmentation.

Pour trouver une issue à cette situation, on n'a pas cessé d'intensifier l'agriculture et d'augmenter les rendements : plus d'engrais, taille des exploitations et des plantations toujours plus élevée, utilisation du génie génétique, transports toujours plus longs pour remplir les étagères des supermarchés de produits provenant des quatre coins du monde. Si ces mesures permettent de repousser les limites de la croissance, le prix payé par les

⁷Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) ou « Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) » - accord par lequel les gouvernements s'étaient par exemple engagés à augmenter les aides à l'agriculture – ce que peu d'entre eux ont mis en œuvre.

⁸Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) ou « Alliance pour une révolution verte en Afrique » qui est très largement soutenue par la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Rockefeller et l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

⁹http://www.fao.org/fileadmin/templates/wfs/docs/Issues_papers/Issues_papers_FR/L%E2%80%99agriculture_mondiale_%C3%A0_1%E2%80%99horizon_2050.pdf

sociétés, les populations et l'environnement est de plus en plus élevé.

Les sols de vastes zones sont devenus infertiles par suite de la surexploitation et de l'utilisation massive d'engrais chimiques ; le niveau des eaux souterraines baisse dans des proportions dramatiques ; des fleuves s'assèchent ; des forêts, des savanes et des zones humides disparaissent. La lutte des prix que se livrent les groupes alimentaires et les chaînes de supermarché a des répercussions sur les revenus des paysans qui vont en diminuant, les obligeant dans cette compétition à l'efficacité et au rendement à relever le défi ou à abandonner. Le gaspillage et les déchets font partie de ce système – par le biais de normes de qualité excessives ou d'exigences élevées en ce qui concerne l'aspect des fruits et légumes dans les étals. La publicité encourage un mode de consommation qui renforce encore ces tendances. Et pourtant, malgré ces efforts énormes et ces promesses d'efficacité, le système ne parvient pas à garantir une alimentation suffisante pour tous.

Nombre d'études ont prévenu que l'attitude consistant à « continuer comme si de rien n'était » n'était pas viable. Le « rapport mondial sur l'agriculture », étude sérieuse réalisée par de nombreux experts des secteurs agricole, alimentaire et du développement a appelé à un changement de paradigme et montre le visage que pourrait prendre l'agriculture de demain¹⁰.

Tous les avis concordent sur *un* point : il n'est pas possible d'atteindre l'objectif de faire disparaître la faim et la pauvreté rien qu'en procédant à une répartition des excédents, que ce soit par le biais du marché, de l'aide alimentaire ou de l'aide d'urgence. Il faut porter l'effort là où se trouvent les causes principales de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, c'est-à-dire au niveau de l'agriculture paysanne, dans les zones rurales. Tout comme le rapport mondial sur l'agriculture, de nombreuses études montrent qu'il est possible, en accroissant la production, d'améliorer l'auto-provisionnement, de ravitailler les marchés locaux en denrées alimentaires et de générer des revenus. Il pourrait ainsi se dégager une dynamique dans les régions rurales qui permettrait d'enrayer la destruction de l'environnement et l'exode rural vers les quartiers défavorisés des villes.

Dans le programme agricole de l'archidiocèse de Kampala, tout le monde est convaincu que l'agriculture bio est le meilleur mode d'exploitation pour les petits paysans africains. Car, comme dans beaucoup de pays d'Afrique, les parcelles en Ouganda sont à peine plus grandes qu'un ou deux terrains de foot. Il est donc nécessaire de bien réfléchir à l'utilisation intensive des parcelles pour obtenir suffisamment de rendements afin que les paysans et leur famille n'aient pas à souffrir de la faim. De plus, il ne faut pas que les coûts soient trop élevés car les familles n'ont pratiquement pas d'argent pour acheter des engrais ou des semences. Enfin, les denrées alimentaires ainsi cultivées sont plus saines, plus variées et plus nourrissantes.

La priorité est donc donnée aux denrées alimentaires. Les paysans et paysannes sont encouragés à cultiver ce qu'ils peuvent consommer eux-mêmes ; ils pourront vendre leurs surplus. Les bœufs, chèvres, moutons ou poules peuvent compléter l'alimentation et les revenus. Le café constitue une exception. Il est un peu comme une sorte de distributeur de billets car les grains peuvent rapidement être vendus à des négociants en cas de besoin. Des conseils sont dispensés aux paysans pour améliorer la qualité de leurs produits. Car les cafés bio ou les cafés du commerce équitable peuvent être exportés et générer des revenus plus élevés.¹¹

¹⁰www.weltagrabericht.de

¹¹L'Ouganda est le pays phare de la campagne de carême de 2014. Les matériels de la campagne de carême montrent dans le détail les réussites et les espoirs que suscite une agriculture paysanne durable.

Pour soutenir de telles initiatives et promouvoir l'agriculture paysanne, des services publics de certains pays achètent des produits agricoles à de petites exploitations paysannes pour les distribuer ensuite à des écoles et des familles parmi les plus pauvres. C'est le cas par exemple du Brésil dans le cadre du plan « faim zéro ». En Inde, une loi a été promulguée en septembre 2013 qui garantit un approvisionnement de base en céréales à 70 % de la population, céréales qui ont été achetées aux petites entreprises paysannes à des prix garantis.

Sécurité alimentaire – souveraineté alimentaire

Lorsque des organisations comme la FAO parlent de « sécurité alimentaire », c'est-à-dire d'éradication de la faim et de la malnutrition, elles entendent essentiellement l'accès à une nourriture saine et en quantité suffisante que garantissent des revenus convenables et la mise à disposition de denrées alimentaires à des prix abordables. La demande de « souveraineté alimentaire » qui alimente la discussion depuis quelques années se préoccupe, elle, de la manière dont les vivres sont produits. L'objectif sous-jacent est de parvenir à la sécurité alimentaire dans un sens beaucoup large : pour les familles, les régions, le pays, - et plus globalement pour l'ensemble de la planète. Car la sécurité alimentaire ne sera atteinte à l'échelle mondiale que quand chacun disposera d'une alimentation correcte. Cette approche développée par La Via Campesina - mouvement paysan international – ne s'appuie pas seulement sur une production plus élevée et une meilleure répartition. La priorité est accordée à la protection et au développement de l'agriculture paysanne, à la préservation de sa « multifonctionnalité » car elle ne se contente pas de produire des denrées alimentaires, elle crée aussi des emplois et protège l'environnement ; de plus, elle s'affranchit des importations, se libère de la dépendance des prix spéculatifs comme de l'emprise des groupes agricoles qui contrôlent le marché mondial. Il est pour cela nécessaire que les paysans et les paysannes - qui forment la majorité de la population - puissent jouer un rôle politique plus grand¹².

Dégager des marges de manœuvre

De telles approches ne peuvent fonctionner à terme que si quelque chose de fondamental change aussi chez nous en Europe. Il faut notamment réduire les excédents agricoles qui rendent la vie difficile aux paysans dans les pays du Sud. Pour une grande part, ils sont le résultat de la politique agricole européenne. Il faut ensuite mettre fin à l'expansion de l'agro-industrie qui, non contente d'avoir conquis les marchés alimentaires mondiaux, s'attaque maintenant à l'agriculture dans les pays du Sud, s'empare de la terre, de l'eau et domine les marchés locaux des produits agricoles, des semences et des engrais. Or, on sait depuis longtemps qu'il est illusoire de croire que la croissance continue de l'agro-industrie va résoudre les problèmes. Un point apparaît de plus en plus clairement : il faut cibler l'appui sur l'agriculture paysanne plutôt que de continuer à soutenir l'agriculture industrielle. L'agriculture paysanne permet non seulement de lutter contre la pauvreté et la faim mais aussi de réfuter la thèse de l'industrie qui prétend être la seule capable de nourrir le monde.

L'industrie de la viande en est l'exemple le plus piquant. Il y a, à l'heure actuelle, de nombreux élevages de volaille à l'étude ou en construction en Allemagne et en Europe. Ils permettront d'abattre des centaines de milliers de volailles par jour. La demande intérieure

¹²Voir le texte de l'action de carême de 2013 qui explicite la différence entre souveraineté alimentaire et systèmes de production industriels.

étant déjà quasiment couverte, cette viande sera essentiellement exportée. Cela signifie que dans les pays d'importation les petits éleveurs et leur famille, les petites unités de transformation et le commerce local seront supplantés. Cette évolution s'accompagne parallèlement d'une augmentation des importations fourragères de ces pays vers l'Allemagne et l'Europe et accélère la mutation de l'agriculture. On passe d'une agriculture pour la production de denrées alimentaires à de grandes entités qui appartiennent à une poignée d'entreprises opérant au niveau de la planète. Sans compter les multiples problèmes environnementaux qui surgissent en Allemagne comme dans les pays qui fournissent les aliments du bétail.

Modes de vie durables

L'industrie de la viande et les problèmes qui l'entourent ont fait naître un large mouvement de protestation. A côté de manifestations comme celles de Celle en Basse-Saxe qui a rassemblé des milliers de manifestants en août 2013 pour bloquer un nouvel élevage industriel, il est clair que nombre de consommateurs en tirent des conséquences pour eux-mêmes : consommation moindre de viande, plus de végétariens voire même de végétariens. Ainsi l'industrie ne se voit pas seulement décerner un carton rouge : les modes de consommation deviennent un message politique. Des études montrent également qu'il n'est pas bon pour la santé de consommer trop de viande, et pas seulement depuis les scandales de la viande avariée et des traces d'antibiotiques et d'hormones dans la charcuterie.

Comme le montre cet exemple, les problèmes du système alimentaire contribuent fortement à faire naître des mouvements de protestation des consommateurs et à les inciter à rechercher des alternatives. Etant donné l'importance centrale de l'alimentation pour le mode de vie, le bien-être et la santé et les effets néfastes du système alimentaire qu'on ne peut plus guère ignorer, il n'est pas étonnant que ceux et celles qui cherchent un « autre mode de vie » y trouvent là un certain nombre de points d'ancrage. La nourriture est un domaine où il est relativement aisé de changer ses attitudes individuelles.

En amont de cette campagne contre la boulimie de viande des consommateurs et de l'industrie on trouve les produits bios qui tablent sur leur goût meilleur, leurs bienfaits pour la santé et pour la protection de l'environnement et qui, entre-temps, ont conquis les supermarchés. En parallèle s'est aussi développé le mouvement du commerce équitable qui se fonde sur une critique du système commercial mondial tout en étant animé par un élan de justice et de solidarité par-delà les frontières. Lui aussi connaît un essor important. L'idée de « slow food » - à l'opposé de la restauration rapide partout présente - met l'accent sur la qualité, la bonne gestion de la nourriture et des repas, les produits régionaux et traditionnels et l'origine paysanne des produits. Et son rayon d'action ne cesse de s'élargir, jusque dans le monde des grands chefs cuisiniers.

S'il est vrai que les consommateurs se trouvent au bout de la chaîne de production et qu'ils n'ont qu'une influence limitée, leur attitude a néanmoins valeur de signe et peut soutenir cette mutation. Dans une « agriculture solidaire », les consommateurs apportent incitations et sécurités aux paysans en leur garantissant les débouchés (garantie d'enlèvement) et en assumant, dans certains cas, une part de financement¹³. De la même manière, une agriculture paysanne régionale peut être soutenue par des coopératives de consommateurs et de producteurs, des magasins de ferme et des marchés paysans. De grands réseaux de coopératives se sont constitués en Equateur et au Brésil pour ravitailler des régions entières avec des produits fermiers.

¹³www.solidarische-landwirtschaft.org. (Site uniquement en allemand)

Nouveaux modèles de prospérité

En présence de ces développements - comme l'illustre l'exemple de l'industrie de la viande -, il n'est pas étonnant que la recherche de solutions aux crises à répétition passe par une remise en question du système alimentaire. Dans son rapport « Un monde en transition... », le Conseil scientifique pour les changements environnementaux globaux (WBGU) du gouvernement fédéral estime que l'agriculture joue un rôle clé dans la « grande transformation »¹⁴, et ce, avec les questions de l'énergie et de l'urbanisation. La crise de l'énergie, le changement climatique, la crise alimentaire persistante, le pouvoir des banques, de la bourse et des grands groupes industriels font que l'on remet en cause le modèle de croissance actuel. De nouvelles pistes ont été proposées comme « la décroissance » (= de-growth) ou des passages à une « économie verte ».

Il est clair que toute modification aura des répercussions sur les modes de vie qui ne peuvent être maintenus qu'au prix de l'exploitation (c.-à-d. de la faim et de la pauvreté) du Sud, ce que le professeur Ulrich Brand a qualifié de « style de vie impérial ». A côté du PIB (produit intérieur brut) comme indicateur (trompeur) de la croissance et de la prospérité, on voit apparaître d'autres critères comme « l'indicateur du bien-être ». La commission d'enquête du parlement allemand qui a rendu son rapport en mai 2013 a proposé un autre modèle de progrès et de bien-être dont les indicateurs refléteraient l'état de prospérité et la qualité de la vie en Allemagne¹⁵. Le « buen vivir » - cette représentation du « bien vivre » originaire d'Amérique Latine, qui s'appuie sur une vie en harmonie entre l'homme et la nature - fait l'objet de discussions passionnées.

Aujourd'hui, on ne partage plus seulement sa voiture dans le cadre de « l'auto-partage » ; on partage aussi sa perceuse ou sa tondeuse à gazon. Le « Couch surfing » (« voyage de canapé en canapé »), les cercles d'échanges, les magasins gratuits et les monnaies locales sont juste quelques-unes des nombreuses initiatives pour « vivre autrement ». Les publications, les forums et les premières pages de magazines regorgent de récits et de témoignages sur les effets positifs et les bienfaits possibles de ces changements de vie. Tous constatent unanimement que moins de consommation, mais une consommation plus consciente, peut être source de plus de satisfactions, de gain de temps, de meilleure qualité de vie tout en favorisant la cohésion sociale et en protégeant mieux l'environnement.

Campagne : « Mon agriculture - notre choix »

« Combien restera-t-il d'agriculteurs dans dix ans en Allemagne et en Europe ? Que cultiveront-ils ? A quoi ressembleront nos paysages ? Quels prix payerons-nous dans les magasins ? Quels seront les coûts de notre agriculture et de notre alimentation pour la société, la santé et l'environnement ? »

« La politique agricole de l'Europe est un défi pour tous les contribuables, les consommateurs et les électeurs. Elle n'est pas seulement une question de subventions ; elle concerne aussi la protection du climat et de la biodiversité, la qualité de la terre et de l'eau, le développement régional, la protection des animaux, le choix des technologies du

¹⁴WBGU, Welt im Wandel. Gesellschaftsvertrag für eine Große Transformation, Berlin 2011. WBGU : « Un monde en transition : vers un contrat social pour une grande transformation ». Berlin 2011.

¹⁵Rapport final de la Commission d'enquête du Parlement allemand (Deutscher Bundestag) sur le thème « Croissance, bien-être et qualité de vie : les voies pour une économie durable et le progrès social dans l'économie sociale de marché ». Publié (uniquement en allemand) par le Parlement. 03.05.2013

futur, la qualité de notre alimentation et de notre santé. Elle a trait également à la lutte contre la faim dans le monde et à la promotion de la justice globale. »

« Par le biais de cette campagne « Mon agriculture - notre choix », des organisations de divers horizons de la société posent des questions et cherchent des réponses : dans les fermes, dans les communautés urbaines et à la campagne et dans internet. Nous cherchons à instaurer un dialogue entre paysans et consommateurs, aussi par-delà les frontières de l'Allemagne. Nous voulons développer des perspectives durables, comprendre les tenants et les aboutissants, les interdépendances et savourer notre nourriture et nos paysages. Une chose est sûre : on ne peut plus continuer comme avant. »

« C'est pourquoi nous recherchons plus de démocratie – dans l'alimentation et l'agriculture. Nous prenons des responsabilités et cherchons, autant que possible, à placer le bien commun au-dessus des intérêts particuliers à court terme. La politique alimentaire et agricole de l'Europe est aussi notre affaire. Des changements sont nécessaires dans les domaines suivants : directives politiques, règlements, subventions, recherche, investissements, règles commerciales, protection des consommateurs – il y a de nombreux leviers à actionner si l'on veut promouvoir des changements. »

Extrait du manifeste de la campagne « Mon agriculture - notre choix »¹⁶

Transformation complexe : Moins et plus

Etant donné la façon dont nous nous alimentons, beaucoup de gens, depuis longtemps, s'interrogent sur le « système » lui-même. Car l'alimentation a affaire avec la famine et la pauvreté, le changement climatique, la crise de l'énergie, la perte des ressources, les problèmes de l'environnement, les risques pour la santé et de nombreux problèmes encore dont le gaspillage et les scandales alimentaires récurrents ne sont que les pics d'un iceberg peu ragoûtant. L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement doit être complètement remis à plat - de l'agriculture en passant par la transformation, la distribution et la commercialisation, y compris le gaspillage calculé et la publicité séduisante. Cette chaîne doit être restructurée de haut en bas pour se tourner vers l'agriculture paysanne avec ses propres besoins et s'affranchir du contrôle de l'agro-industrie, avec ses exigences de croissance et sa priorité donnée au profit et aux parts de marché.

Pour faire simple, les propositions vont dans deux directions : premièrement, moins chez nous : moins de viande, moins de consommation superflue, moins de gaspillage. Cela signifierait moins d'importations et une meilleure utilisation des ressources comme la terre, l'eau et l'énergie qui sont aujourd'hui gaspillées. Cela permettrait d'aider beaucoup de personnes dans les pays du Sud qui payent actuellement le prix de notre train de vie. Cela dégagerait aussi des marges pour accroître la production locale et développer des alternatives prometteuses.

Car, et c'est le deuxième point, il faut produire plus dans les pays du Sud : pour la consommation locale, et non en priorité pour l'exportation et la chaîne de valeur des grandes entreprises. Pour arriver à ce résultat, il ne suffit pas seulement de reconnaître un droit à la nourriture. Ce qu'il faut obtenir, c'est une véritable « souveraineté alimentaire », parvenir à ce que les pays et la population puissent décider librement du type d'agriculture qu'ils veulent mettre en place. Il faut produire plus de nourriture là où elle est nécessaire, et de telle

¹⁶<http://www.meine-landwirtschaft.de/wir.html> (Site uniquement en allemand). Misereor participe à cette campagne.

manière qu'elle impulse un développement économique. Ainsi par exemple, dans le projet au Nord de l'Ouganda, les paysannes qui pratiquent une agriculture durable ont réussi à produire plus, ce qui garantit leur sécurité alimentaire, l'éducation de leurs enfants et une prospérité relative. Des millions de familles paysannes ont le potentiel pour en faire autant.

Le dénominateur commun à ces deux attitudes « moins dans le Nord » et « plus dans le Sud », c'est un changement du système alimentaire à l'échelle mondiale. Chacun d'entre nous peut en faire l'expérience à son niveau et vérifier si cette thèse génère effectivement des sentiments de bien-être en améliorant notre qualité de vie et notre degré de satisfaction. Au niveau de la société et du monde en général, cela prendra encore un certain temps pour dépasser les nombreuses résistances fortes à cette transformation.

www.misereor.org